

**MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE  
MPCE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD**

**RAPPORT FINAL DE L'ATELIER PARTICIPATIF DEPARTEMENTAL  
Portant sur la Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté  
(DSNCRP)**

**Juin 2007**

# Sommaire

## **A Mise en contexte et méthodologie de participation**

A1-Phase Préparatoire  
A2-Phase Exécutoire

## **B - Organisation et thèmes abordés**

B1-Principales questions évoquées et point de vue des participants  
B2-Evaluation de la satisfaction des participants  
B3-L'impact des consultations dans l'élaboration du DNCSR  
B4-L'examen du rôle de la société civile dans le suivi et le et la mise en œuvre du DNCSR  
B5-Designation des représentants au forum national

## **C- Commentaires**

## **D ANNEXES**

- 1. RAPPPORT GROUPE I**
- 2. RAPPORT GROUPE II**
- 3. TABLEAU RESUME DES RESULTATS**
  - 3.1DISTRIBUTION DES PARTICIPANTS PAR ATELIER DE TRAVAIL**
  - 3.2DISTRIBUTION DES PARTICIPANTS PAR COMMUNE ET SECTIONS COMMUNALES**
  - 3.3 REPARTITION DES PARTICIPANTS PAR CATEGORIE DURANT LES DEUX JOURS DE L'ATELIER**
  - 3.4LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS PAR ATELIER DE TRAVAIL**

## **A- Mise en contexte et méthodologie de participation**

Il a été dégagé au sein de la communauté internationale des bailleurs, notamment le FMI et la Banque Mondiale, que les efforts engagés durant les dernières décennies n'ont pas entraîné un recul sensible de la pauvreté dans les pays en développement. Cette nouvelle prise de conscience a amené ces bailleurs à changer d'approche dans le mécanisme de financement du développement tout en réaffirmant la nécessité de mettre en place des **cadres stratégiques nationaux de croissance et de réduction de la pauvreté** comme base de dialogue et d'appui au développement.

Ce cadre passe par l'élaboration d'un document de stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté, triennal, glissant, mis en œuvre à partir d'une large consultation des partenaires sociaux du pays tout en associant les principaux bailleurs tout au long du processus. Pour y parvenir il a été formé un comité comprenant les différentes entités étatiques et non étatiques ainsi que des structures à composantes centrale et départementale.

C'est dans ce contexte et dans la perspective de mobiliser à la fois les acteurs du développement et les couches représentatives de la population au niveau du département qu'un atelier a été organisé les 5 et 6 juin dernier au local de la mutuelle solidarité dans le but de recueillir des informations susceptibles, à court et à moyen terme, de promouvoir la croissance et de réduire la pauvreté.

### **A1-Phase Préparatoire**

Cette partie se résume aux activités suivantes

1. Sensibilisation de la population à travers la presse parlée durant une semaine entière sur le processus d'élaboration du document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté ainsi que l'objectif de l'atelier et l'approche participative.
2. Mobilisation du personnel de la direction pour lancer des invitations aux maires et Casec, Directeurs sectoriels, responsables des ONG, représentants de la société civile
3. Rencontre avec les maires au local de la délégation sud.
4. Sensibilisation et visites des directions sectorielles sur leurs rôles d'animation des tables sectoriels.
5. Rencontre avec les principaux secteurs et responsable d'ONG autour de la démarche et obtenir leur collaboration.

### **A2-Phase Exécutoire**

Dans cette phase le déroulement du processus était au cœur de la planification mise en place. Les 152 participants réunis au local de la mutuelle solidarité, une équipe de la direction était chargée pour guider chaque invité à prendre place dans la salle de réunion suivant son statut. L'exécution a été assurée selon le programme qui suit.

- Inscription des participants
- Propos d'ouverture par le chef de protocole
- Présentation des intervenants
- Mots de circonstance par le délégué départemental
- Mise en contexte de l'atelier par le directeur départemental
- Présentation du DSNCRP par l'Agronome MAX Mondésir
- Présentation du diagnostic socio-économique par le Dir. Départemental
- Présentation du profil départemental de la pauvreté par Mr Bastien

Après la phase de présentation une équipe de la direction était chargée d'expliquer aux participants la manière de former des sous groupes et comment procéder pour faciliter la remise de leurs travaux au terme de la deuxième journée. Les femmes groupées en organisation ont présenté la demande pour qu'elles organisent un atelier traitant le rôle de la femme dans la réduction de la pauvreté. On a dû faire un nouvel aménagement en vue d'inclure cette requête dans le **DSNCRP**.

Au terme des deux journées les rapports de chaque sous groupe ont été lus et commentés en plénière. Les autres ateliers ont fait des commentaires et des ajouts le cas échéant.

## **B - Organisation et thèmes abordés**

Les participants avaient été invités à réfléchir sur deux grands thèmes : le diagnostic socio-économique sub-divisé en trois sous thèmes et le profil Départemental de la pauvreté en quatre sous thèmes, ce sont :

- Les atouts et Potentialités du Département
- Les contraintes au développement
- Les axes d'intervention
- Accès aux services sociaux de santé
- Accès aux services sociaux de l'Education primaire
- Accès à l'eau courante
- Accès à l'assainissement

Les actions prioritaires étaient considérées comme un axe commun, par conséquent traitées dans chaque sous-groupe.

De plus la problématique genre était aussi à l'honneur à travers le thème : le rôle de la femme dans la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, quelques encadreurs provenant des Directions sectorielles avaient joué leur partition dans l'animation des tables s'il faut citer le Planificateur du MENJS/DDS, le

Représentant du Ministère du Tourisme, de l'Environnement, de la Condition féminine, et de l'Agriculture. A l'intérieur de chaque groupe on pouvait retrouver 12 membres Casec, un (1) représentant de mairie, deux (2) représentants d'ONG, quatre (4) membres de la Société Civile, deux (2) représentants des Directions sectorielles.

L'organisation a été faite par une équipe du bureau central et une autre de la direction départementale. Durant le premier jour après l'ouverture de la cérémonie par le délégué du département. le Directeur St Phard a présenté aux les raisons fondamentales qui engagent le gouvernement dans cette démarche participatif. puis passa la parole aux responsables de Port-au-Prince qui ont pu présenter le diagnostic de la pauvreté du département au public .

## **B1-Principales questions évoquées et point de vue des participants**

La présentation du cadre socio-économique ainsi que le profil de la pauvreté ont permis aux participants de comprendre et de connaître a la fois les secteurs porteurs et les faiblesses auxquels font face le département du sud. Étant donné que les potentialités du département résident en majeure partie aux niveaux agricoles et touristiques alors que les contraintes sont d'ordre infrastructurelles voici en résumé les questions évoquées par les participants.

En ce qui concerne l'agriculture l'accent a été porté sur les infrastructures d'irrigations. sur les 35 systèmes d'irrigations il est très facile de doubler la production agricole dans les superficies irriguée uniquement en mettant en œuvre un programme de gestion des canaux d'irrigation.

Les problèmes du crédit agricole et celui de la mise en valeurs des fermes agricoles appartenant à l'état ont été évoqués.

La communication est une des contraintes majeures que confronte le département selon les indicateurs présentés aux participants le pourcentage de routes asphaltés dans le sud est de 20%. L'énergie électrique est de 1 kilowatt pour 300 personnes. Le secteur assainissement enregistre de graves insuffisances ou près de 40% des maisons ne dispose d'aucune latrine. Les maladies qui prévalent dans le sud sont la conséquence directe d'un environnement insalubre.

L'école primaire est largement dominée par le secteur privé tant qu'en terme d'infrastructure qu'en terme de nombre d'enfants scolarisés. 75% des élèves du primaire sont dans une école privée alors que 90% des bâtiments appartiennent au secteur privé.

Les participants ont également mentionné le problème des curricula où certaines écoles des sections rurales ne possèdent pas de programme alors que les élèves subissent le même examen.

Dans le secteur de la santé les femmes ont mentionné l'insuffisance des maternité et la non dotation des dispensaires d'équipements appropriés.

Le tourisme de son côté a fait l'objet de débats où les participants ont montré, par rapport a d'autres régions du pays, que le sud possède de meilleurs atouts internationaux puisque les plages du département font partie des meilleures plages des caraïbes.

## **B2-Evaluation de la satisfaction des participants**

Sur les 152 participants aux ateliers plus de 120 ont rempli le formulaire d'évaluation qui traitait des questions liées à l'organisation de l'atelier, à la présentation des intervenants, à la compréhension des sujets débattus et à la qualité du débat. Les notes sont au moins égales à huit (8) sur dix (10). Les questions posées par les participants ont permis de comprendre qu'ils étaient à la hauteur du débat.

## **B3-L'impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP**

La consultation comme annoncée au début est un élément qui tend à valider et crédibiliser le DSNCRP selon les nouvelles données de la coopération internationale. Les consultations à travers les ateliers constituent un moment de sensibilisation, de rassemblement et de réflexion autour des problèmes et contraintes auxquels fait face le département. Cette phase constitue les prémisses nécessaires pour faciliter non seulement l'élaboration du document mais surtout obtenir la collaboration des différents acteurs sociaux dans l'exécution de la stratégie.

Actuellement la plupart des acteurs de la communauté internationale à travers la MINUSTAH ont vu l'ambiance dans laquelle la consultation a eu lieu. Leur présence renforcera éventuellement la crédibilité du processus tout en facilitant le débloqué de l'aide internationale.

## **B4-L'examen du rôle de la société civile dans le suivi et le et la mise en œuvre du DSNCRP**

La société civile doit jouer un rôle tant dans le suivi que la mise en œuvre du DSNCRP. Si l'on tient compte des résultats du dépouillement des formulaires d'enquête remplis par les participants, les réponses apportées traduisent clairement comment les différents acteurs de la société civile perçoivent leur rôle dans l'accompagnement du processus. Qu'ils soient des ONG, des organisations de bases, ils réclament unanimement la bonne gouvernance de l'état, les procédures transparentes dans la gestion des biens et ressources publics comme conditions essentielles qui leur permettront de jouer leur rôle de façon effective dans le suivi et la mise en œuvre du DSNCRP.

## **B5-Designation des représentants au forum national**

Les personnes désignées pour participer au forum national sont au nombre de trois qui sont : Mona Maney, Ernst Dorivel et

## **C- Commentaires Et Suggestions**

Le processus de participation ou de consultation des différentes couches de la population dans l'élaboration du Document National Stratégique pour la Croissance et la réduction de la Pauvreté s'est révélé payant et important. En effet, les différents ateliers regroupant divers éléments représentatifs de la population ont permis un brassage d'idées sur des thèmes touchant les problèmes fondamentaux. Car la finalité du processus vise avant tout à faire prendre en considération les préoccupations des plus démunis notamment les populations vivant dans l'extrême pauvreté.

Toutefois, il s'est révélé qu'en dépit de l'encadrement fourni par les représentants des secteurs et des ONG, les participants de chaque table composée en grande majorité de membres de Casac n'ont pas bien appréhendé certains termes tels que : axes d'intervention, stratégie,...ce qui aurait permis de combler les attentes des ateliers. Certains termes n'ont pas été bien débattus, les participants sont passés à côté des résultats attendus.

Toutefois, l'atelier a réussi dans son ensemble si l'on tient compte de l'ensemble des propositions recueillies reflétant la réalité socio-économique des concitoyens.

D'autre part, le temps a manqué aux participants de réfléchir valablement sur tant de problématique, compte tenu du fait qu'ils ne sont pas des professionnels de la réflexion et de l'hétérogénéité de chaque groupe. On ne saurait obtenir mieux que cela. On aura regretté également l'absence des Maires aux débats.

# **RAPPORT DES GROUPES I ET II**

## **1- LES AXES D'INTERVENTION PRIORITAIRES**

Relance et promotion de l'Agriculture et de la production locale.

- Promotion du Tourisme
- Amélioration infrastructure énergétique, électrique
- Construction de ports modernes
- Agrandissement et aménagement des ports existants.
- Construction aéroport de standard international desservent les Département des Nippes, de la Grand-Anse et du Sud et Sud'Est.
- Recherche de la complémentarité entre le Sud et la Grand-Anse.
- Amélioration des infrastructures routières reliaient le Sud et la Grand-Anse, Cayes Beaumont, Tiburon, Irois.

## **2- ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE**

### **2-1 ACCES AUX SOINS PRIMAIRES DE SANTE**

L'ensemble des propositions va dans le sens de la construction d'un dispensaire dans chaque section bien équipé et pourvu de personnel régulier pour la fourniture d'un paquet de services de premier soin.

Un dispensaire au niveau de chaque quartier avec les mêmes exigences.

La où il existe déjà un dispensaire, il est proposé la construction d'un centre avec lit pourvu de matériels et de Ressources humaine adéquats.

Pour ce qui concerne l'hôpital Départemental des Cayes, il est prévu la création d'un service d'urgence bien équipé, le renforcement en équipement et en Ressources humaines des services existants tout en tenant compte de tous les services qui font défaut.

Pour ce qui regarde les mesures de politique les participants à l'atelier que l'Etat prenne des dispositions légales pour centrer l'action des vendeurs ambulants de médicaments tout en utilisant préalablement la sensibilisation et l'éducation de la population (masse média).

La Direction Sanitaire départementale devrait organiser au niveau des sections des campagnes de dépistage du cancer du col.

Enfin, on devrait faciliter le processus d'accréditation et l'octroi de licence aux institutions désirant créer une structure sanitaire.

## **2-2 – ACCES A L'EDUCATION**

Les résultats des réflexions sont les suivants :

**Objectif 1** : Augmenter l'offre scolaire par section, par commune et par quartier

**Besoins identifiés** : - Construire

- 3 écoles nationales par section,
- 2 écoles nationales par quartier et,
- 3 écoles nationales au centre ville
- 2 lycées par commune
- 1 école professionnelle par commune
- 1 centre universitaire par district

**Objectif 2** : Renforcer l'accompagnement des écoles communautaires

**Besoins identifiés** : - Inventorier les besoins de création d'écoles communautaires par Section  
- Sensibiliser la population sur l'importance de l'éducation.

**Objectif 3** : Relever le niveau du Curriculum scolaire

**Besoin identifiés** : Construire en partenariat Etat-Société civile une école normale d'instituteur par district.

## **3- ACCES A L'EAU POTABLE**

**Objectif** : Pouvoir disposer de l'eau courante à une distance ne dépassant pas 100 m

**Besoins identifiés** :

Inventorier dans chaque section le potentiel des eaux de surface ou sources et créer un centre des agglomérations vers les points d'eau suivant les normes et critères d'établissement requis.

## **4- ACCES A L'ASSAINISSEMENT**

**Objectif 1** : Pouvoir vivre dans un environnement salubre

**Besoins identifiés**

- disposer de matériels et d'équipements pouvant assurer le traitement des déchets et matières solides
- assurer le drainage des villes de manière à contrôler les eaux usées
- créer des mini centres de lots boisés et fleurir pour assainissement du milieu ambiant

- mettre en place au niveau des communautés urbaines des centres de ramassage
- campagne de motivation, d'éducation pour apprendre à la population à autogérer les déchets ou matières organiques

**Objectif 2 : Assainir le littoral des villes**

Besoins identifiés :

- campagne médiatique pour la promotion de construire des latrines familiales
- créer sur le littoral des centres récréatifs

**3- EXTRANTS OU PRODUITS DE L'ATELIER**

Au niveau de la table *Atout et Potentialité*, les participants ont analysé Les secteurs Agriculture, Tourisme et le bilan hydrique, Environnement.

Pour le secteur agricole, ils recommandent le renforcement institutionnel dans tous les domaines :

- Amélioration de l'assistance et de l'environnement aux exploitants.
- Organisation de la production et des exploitants
- Réhabilitation des infrastructures agricoles
- Disponibilité d'équipements et d'intrants agricoles sur place.
- Aménagement des bassins versants humides
- Aménagement du Territoire
- Redéfinition d'une politique agricole adaptée
- Exploitation rationnelle des eaux de surface et étangs
- Promotion du développement local

**POUR LE SECTEUR TOURISME**

- Inventaire du potentiel touristique
- Développement des filières
- Restauration des sites touristiques
- Amélioration des infrastructures routières et aériennes
- Construction d'un port International

- Construction d'un aéroport desservant les Départements des Nippes, de la Grand'Anse, du Sud et du Sud'Est
- Construction de routes inter-Départementales Sud - Grand'Anse.
- Favoriser le développement de l'éco-Tourisme
- Implication du secteur des affaires dans le développement du Tourisme
- Construction de sites touristiques

### **POUR LE SECTEUR ENVIRONNEMENT**

Aménagement des cinq (5) principaux sous-bassins versants du Département en fonction de leur réalité socio-agro-pédologique

- Reboisement des sources au moyen d'espèces pérennes adaptées
- Encourager une politique de réglage des matières plastiques
- Implication renforcée de la présence et du rôle de l'Etat dans la protection de l'Environnement en utilisant les moyens de sensibilisation, de motivation et mesure de coercition auprès de la population.
- Développer une politique de nature à améliorer la couverture végétale ainsi que la protection du Parc Macaya.

## **4- CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT**

### **AU NIVEAU EDUCATION**

- Taux analphabétisation trop élevé
- Système éducatif non adapté
- Absence de programme d'éducation civique
- Nombre trop élevé de professeurs non qualifiés
- Bâtiments scolaires ne répondant pas aux normes pédagogiques modernes
- Définition d'un curriculum pour toutes les écoles (Publique ou privée)
- Insuffisance d'écoles à tous les niveaux

### **SECTEUR AGRICOLE**

- Politique agricole non adaptée aux besoins et aux circonstances des exploitants ou agriculteurs.
- Faiblesse de l'encadrement technique

- Sous exploitation du potentiel d'irrigation
- Revenu provenant de l'Agriculture trop faible
- Dégradation de l'Environnement et ses conséquences sur la faune, la flore et la fertilité des sols.

### **SECTEUR SANTE**

- Faiblesse des infrastructures sanitaires en quantité et en équipement, des Ressources humaines qualifiées.
- Prévalence des maladies infectieuses et pathogènes.

### **SECTEUR ENVIRONNMENT**

- Déforestation accélérée et implications sur les bassins versants, la faune marine, migration de la population.

### **SECTEUR INFRASTRUCTURE**

- Faiblesse des infrastructures routière, électrique, aérienne, portuaire.
- **FAIBLESSE INSTITUTIONNELLE** pour fournir un service de qualité à la population et défaut de structuration des organisations existantes
- MANQUE DE COHESION SOCIALE
- LE NIVEAU DE PAUVRETE DE LA POPULATION RURALE
- LA FAIBLESSE DES INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL
- REDEFINITION DE LA POLITIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE
- PHENOMENE D'OCCULTURATION
- STIGMATISATION / DISCRIMINATION
- LA CORRUPTION PRESQU'INSTITUTIONALISEE

## **5- LES AXES D'INTERVENTION PRIORITAIRES**

Relance et promotion de l'Agriculture et de la production locale.

- Promotion du Tourisme
- Amélioration infrastructure énergétique, électrique
- Construction de ports modernes
- Agrandissement et aménagement des ports existants.

- Construction aéroport de standard international desservent les Département des Nippes, de la Grand-Anse et du Sud et Sud'Est.
- Recherche de la complémentarité entre le Sud et la Grand-Anse.
- Amélioration des infrastructures routières reliaient le Sud et la Grand-Anse, Cayes Beaumont, Tiburon, Irois.

## **LES ACTIONS PRIORITAIRES POUR LE DIAGNOSTIC-SOCIO-ECONOMIQUE**

### **Infrastructure de transport routier**

Création d'une infrastructure reliant le nord et le sud de la péninsule

Création de L'axe routier reliant l'est et l'ouest de la peninsule en passant par carrefour 44

Création des routes dans les hauteurs pour faciliter les échanges intra communaux et interdépartementaux.

Augmentation du nombre de km de routes asphaltés

### **Infrastructure aérien et maritime**

Construction d'un aéroport international à Aquin qui relierait sud –nippes et sud-est

Mise en place d'infrastructures pour faciliter les échanges maritimes

Accélération de la construction du port de saint –louis du sud

### **INFRASTRUCTURE ENERGETIQUE**

Augmentation de l'offre d'énergie électrique

### **Environnement**

Réglementation de la coupe du bois

Création des forets énergétiques

Assainissement du littoral par la création des latrines

Augmentation de la couverture végétale.

Aménagement des principaux bassins versants.

### **Tourisme**

Protection et mise en valeur des sites d'intérêt

Renforcer la chambre de commerce pour une meilleure exploitation du secteur touristique.

## **AGRICULTURE**

Réhabilitation des systèmes d'irrigations  
Irrigation des périmètres irrigables  
Promotion de la recherche agricole  
Construction de routes agricoles

### **6- ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE**

#### **4-1 ACCES AUX SOINS PRIMAIRES DE SANTE**

L'ensemble des propositions va dans le sens de la construction d'un dispensaire dans chaque section bien équipé et pourvu de personnel régulier pour la fourniture d'un paquet de services de premier soin.

Un dispensaire au niveau de chaque quartier avec les mêmes exigences.

La où il existe déjà un dispensaire, il est proposé la construction d'un centre avec lit pourvu de matériels et de Ressources humaine adéquats.

Pour ce qui concerne l'hôpital Départemental des Cayes, il est prévu la création d'un service d'urgence bien équipé, le renforcement en équipement et en Ressources humaines des services existants tout en tenant compte de tous les services qui font défaut.

Pour ce qui regarde les mesures de politique les participants à l'atelier que l'Etat prenne des dispositions légales pour centrer l'action des vendeurs ambulants de médicaments tout en utilisant préalablement la sensibilisation et l'éducation de la population (masse média).

La Direction Sanitaire départementale devrait organiser au niveau des sections des campagne de dépistage du cancer du col.

Enfin, on devrait faciliter le processus d'accréditation et l'octroi de licence aux institutions désirant créer une structure sanitaire.

#### **4.2 – ACCES A L'EDUCATION**

Les résultats des réflexions sont les suivants :

**Objectif 1** : Augmenter l'offre scolaire par section, par commune et par quartier

**Besoins identifiés** : - Construire

- 3 écoles nationales par section,
- 2 écoles nationales par quartier et,
- 3 écoles nationales au centre ville
- 2 lycées par commune
- 1 école professionnelle par commune
- 1 centre universitaire par district

**Objectif 2** : Renforcer l'accompagnement des écoles communautaires

**Besoins identifiés** : - Inventorier les besoins de création d'écoles communautaires par section

- Sensibiliser la population sur l'importance de l'éducation.

**Objectif 3** : Relever le niveau du Curriculum scolaire

**Besoin identifiés** : Construire en partenariat Etat-Société civile une école normale d'instituteur par district.

## **6- ACCES A L'EAU POTABLE**

**Objectif** : Pouvoir disposer de l'eau courante à une distance ne dépassant pas 100 m

**Besoins identifiés** :

Inventorier dans chaque section le potentiel des eaux de surface ou sources et créer un centre des agglomérations vers les points d'eau suivant les normes et critères d'établissement requis.

## **7- ACCES A L'ASSAINISSEMENT**

**Objectif 1** : Pouvoir vivre dans un environnement salubre

**Besoins identifiés**

- disposer de matériels et d'équipements pouvant assurer le traitement des déchets et matières solides
- assurer le drainage des villes de manière à contrôler les eaux usées
- créer des mini centres de lots boisés et fleurir pour assainissement du milieu ambiant
- mettre en place au niveau des communautés urbaines des centres de ramassage
- campagne de motivation, d'éducation pour apprendre à la population à autogérer les déchets ou matières organiques

**Objectif 2** : Assainir le littoral des villes

**Besoins identifiés** :

- campagne médiatique pour la promotion de construire des latrines familiales
- créer sur le littoral des centres récréatifs

**ANNEXES :**

**DISTRIBUTION DU NOMBRE ET STATUT DES REPRESENTANTS PAR COMMUNE AYANT PARTICIPE AUX ATELIERS**

	ELUS ET ONG			SOCIETE CIVILE ET SECTEUR PUBLIC		TOTAL
	Casec ou asec	representant Mairie	ONG	Organisation	Direction départementale	
CAVAILLON	3					3
CAYES	8	2	11	9	17	47
SAINT-LOUIS	6			1		7
CAMP-PERRIN	3			9		12
TORBECK	4	1		1		6
ILE-A-VACHE	2	1		1		4
CHANTAL	3	1		2		6
ARNIQUET	3			4		7
PORT-SALUT	3			2		5
ROVHE-A-BATEAU	3	1		1		5
COTEAUX	4	2				6
CHARDONIERES	3	1				4
TIBURON	5	1		2		8
LES ANGLAIS		2		1		3
MANICHE	3			2		5
PORT-A-PIMENT	2	2			1	5
SAINT-JEAN	2	2				4
AQUIN	12	1		2		15
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>37</b>	<b>18</b>	<b>152</b>

Les données sur la participation traduisent clairement que les Casec et les Mairies a travers leurs représentants participaient autour de 58 % dans la réalisation des ateliers. Alors que les organisations de bases et les acteurs de la société civile qui s'impliquent dans les activités de développement sont représentés a hauteur de 32%. Donc près de 90% des participants viennent de la société civile et des élus locaux.

## DISTRIBUTION DES PARTICIPANTS PAR ATELIER

<b>Répartition du nombre de participants par atelier</b>	
<b>Groupe I :</b>	<b>Diagnostic Départemental sur la Pauvreté</b>
Eau potable et assainissement	25
Santé	22
Education	20
<b>TOTAL</b>	<b>67</b>
<b>GROUPE II</b>	<b>Diagnostic socio-économique départemental</b>
Contraintes au développement	22
Axes d'interventions	20
Rôle des femmes	20
Agriculture et tourisme	23
<b>TOTAL</b>	<b>85</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>152</b>

Ces données traduisent que les habitants du sud se sont orientés beaucoup plus vers les ateliers concernant l'aspect socio-économique soit 85 sur 152 qui représente environ 55% des participants qui se sont inscrits dans ce groupe contre 45% sur l'atelier de la pauvreté. L'eau potable a connu la plus forte participation de tous les ateliers par conséquent les participants ont montré que l'assainissement était prioritaire au niveau du sud.

### Répartition du nombre de participants par catégorie pendant les deux jours de l'atelier

	5 juin 2007	6 juin 2007
Directions Départementales	18	18
Mairies	17	17
CA SEC	69	69
Chambre du sénat	0	0
Chambre des députés	0	0
Association/organisation	55	50
Autres	2	10
<b>TOTAL</b>	<b>161</b>	<b>164</b>

Ce tableau confirme que parmi tous ceux qui se sont présentés au rendez-vous n'ont pas participé à l'atelier de travail. Néanmoins 152 sur 160 ont pris part aux divers ateliers soit un taux de participation de près de 95%. Le deuxième jour on a enregistré la hausse des visiteurs ce qui peut expliquer que la tenue de l'atelier a été bien perçue par la population tout en confirmant au moins la réussite du premier jour ou la satisfaction de ceux qui ont participé au premier jour.

## PRESENCE DES PARTICIPANTS PAR ATELIER

### ATELIER : EAU POATABLE ET ASSAINISSEMENT      Nombre de Participants : 25

NOM	PRENOM	FONCTION	COMMUNE
DEROSIERS	TOUSSAINT	CASEC	3eme ARNIQUET
JEAN-DENIS	SYLAIRE		CHANTAL
JOSEPH	JEAN-LEON	CASEC	7e CAYES
FREDERIC	ERNALD	CASEC	2e les Anglais
MILARD	LENOIS	CASEC	7e saint-louis
GLADE	Jean Josier	CASEC	4° torbeck
ITACY	Pierre Buteau	CASEC	12° CAYES
DELINOIS	RAYNOLD	CASEC	3° CAYES
BUTEAU	Josapha	CASEC	3° Torbeck
JEAN VELINOL	Leant	casec	2° Tiburon
MAXIS	Dieunor	casec	3° Chantal
APPOLOS	Hyppolite	casec	1 <sup>ere</sup> Aquin
DORVIL	Marie Precieuse	casec	11° Maniche
DUCOSSE	Nelson	CASEC	5° Saint-Louis
ARISTIL	Gary	CASEC	12 <sup>E</sup> CAYES
LALANE	JN Yves	CASEC	2° Cavailon
CANDIS	Odval	Cultes	Cayes
ST-FELIX	Esprenel	CASEC	5e AQUIN
SAINT-FORT	Jean-Francois	CASEC	8° Maniche
HYPPOLITE	Luc	CASEC	2° AQUIN
SEPHYR	Aldy	CASEC	3° AQUIN
CHARLES	Jn Vilanes	CASEC	2° saint-jean
JOSEPH	Eloge Jean	MPCE/SUD	
LUC	Cherenfant	organisation	Saint-louis

### ATELIER : SANTE      Nombre de Participants : 22

NOM	PRENOM	FONCTION	COMMUNE
PAUL	Abel Suly	ORG	Torbeck
BERNECHE	Gladys		Torbeck
REGIS	A. Violette		CAYES
PLACIDE	JN Rhetil		Torbeck
DORVIL	Paul Leonce		Camp-Perrin
CHERESTAL	Joseph Mogueir		Saint-Jean
JOSEPH	Emmanuel Laneus		ARNIQUET
GINA	Brunache		TORBECK
JEAN-PIERRE	David		les Anglais
JULIEN	Elmitor		COTEAUX
SIME	Merinord		Camp-Perrin
LIVERT	Jerome		Roche a Bateau
YEYE	Nelson		Chardonnières
DORIME	Pierre Nazaire		Tiburon
D'HAITI	JN-Yves		Saint-Louis
BERGER	Paul Denis		Roche a bateau
LEONARD	Jean Milord		Chantal

MUSAC	Georges	Port-a-Piment
PHANIUS	Louis	Port-a-Piment
FORTUNE	Mare	Port-a-Piment
IRAIE	Jeudy	Fond des Blancs
JEAN	Velinot	Saint-Louis

**ATELIER : AGRICULTURE ET TOURISME**

**Nombre de Participants : 23**

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>FONCTION</b>	<b>COMMUNE</b>
ELMA	Ezechiel	C.N.C	CAYES
BURIN	FIDELL		
JEAN-LOUIS	GEORGES	CASEC	1ere Camp-Perrin
VICTOR	Dominique Jocelin	CASEC	CAYES
HIPOLME	Ronald		12° Aquin
MICHEL	Job		
NORDEUS	Ilius	casec	2° Port a Piment
ANTOINE	Adine	CAESC	3° Chardonnières
DARBOUZE	P. Lebert	CASEC	2° CAYES
CERAR	Besnel		Tiburon
CHARLES	Dieumé	CASEC	11° AQUIN
DARAFILS	Dieuvil	CASEC	4° AQUIN
BERTIN	Meance	société civile	CAYES
ELISSER	GEROME		AQUIN
LUC	Avena		AQUIN
JOCELIN	Odius		Saint-Jean
CERENA	Osnel		Saint-Jean
LOUIS	Adonis		Cavaillon
FELISSAINT	Eddy		Iles-à-Vache
JEAN-CLAUDE	Deneas		
JEAN-PIRRE	Lanoze		Chantal
MARIE	Lanoze		Chantal
ALNE	Georges		

**ATELIER : CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT****Nombre de Participants : 22**

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>FONCTION</b>	<b>COMMUNE</b>
BOVIL	Maurice	MAIRE	COTEAUX
CLAUDE	Jean Marie Emmanuel		
RHAU	Joseph Suntelan	MAIRIE	
DESPRE	JN Senozier	KISKEYAANH	
BELZI	Jean marie Henry	CASEC	
ILDERICE	MERAT	CONAVO	CAYES
ANEUSTAVE	Johnny	CASEC	SAINT-LOUIS
NOVEMBRE	GIUS	CASEC	4e Saint-Louis
BOYER	Jean Remy	CASEC	2° Roche -a- Bateau
DUROZIN	GENANE	CASEC	3° roche a bateau
PERSONA	JN Gerard	CASEC	1ere Torbeck
JOSEPH	JN Kesly	organization	
FLORESTAL	OSWALD	societe civile(UNOPS)	
NTAYOMBA	Jn Marie Vincent	MINUSTAH	
MIREILLE	Rene		CHANTAL
LACOMBE	Pierre		CHANTAL
LEON	Wilfrid		COTEAUX
DELVA	Archange		fonfrede
VOLTAIRE	Chere		LES ANGLAIS
AMAZAN	Maxime		Chardonnières
LIMA	Joseph		Roche-a-Bateau
EDGAR	Jean		Saint-Jean

**ATELIER : EDUCATION****Nombre de Participants : 20**

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>FONCTION</b>	<b>COMMUNE</b>
CHARLES	Dieume		Aquin
LEANT	Ricot		Tiburon
LINDOR	Berthony		Tiburon
JEANTO	Fanfan		Aquin
DORAFILS	Dieuvil		Aquin
ANTOINE	Adme	CASEC	3° Chardonnières
PIERRE	Jn Gerard		Torbeck
GERARD	Gesnel		Tiburon
BERTTRO	Jean Lorima		Saint-Louis
ST-HILAIRE	Vaval		Port-Salut
FRANKLIN	Faby	DDE/sud	
CHERY	Maxim		Camp-Perrin
CHERY	FAVILNOR		Chantal
LACOMBE	Francisque		Cavaillon
PORCENAT	Jn Saintulien		TORBECK
MICHAUD	Kermanes		AQUIN
DUCLOZY	Enel		AQUIN
ALABRE	ESPEREDIEU	CASEC	2° Despas
ORPHEE	Odius	CASEC	3° Coteaux
MIREILLE	Présulmé	organisation	

**ATELIER : AXES D'INTERVENTIONS PRIORITAIRES****Participants : 20**

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>FONCTION</b>	<b>COMMUNE</b>
FELISSAINT	Renaud Eddy		Tiburon
JEAN-LOUIS	Georges	CASEC	1ere camp-perrin
VILBERT	Delva		Coteaux
VITAL	Jacques	CASEC	1ere les Anglais
MARSEILLE	Pierre René	CASEC	2eme Camp-Perrin
CHAVANNES	Casseus	CASEC	3eme Camp-Perrin
BITERE	Jn Denis	CASEC	1ere Saint-Jean
MASCARY	Jean Sony	CASEC	2eme AQUIN
EDOUARZIN	Revilorme	CASEC	3eme Cavaillon
LIMA	Danes	CASEC	2eme CHANTAL
VITAL	Delince	consultant mairie	Chardonnières
JOSEPH	Jean Reaud	CASEC	1ere CAYES
PIERRE VIAUD	Merzier	CASEC	2eme CAYES
APOLINE	Chery		Camp-Perrin
GILET	Lanoze	CASEC	3eme Coteaux
ELIE	Dominique	CASEC	1ere Tiburon
JONHY	Isma	CASEC	3eme Tiburon
SAINT-FORT	Lones		
LEON	Dorafils	CASEC	3eme Cavaillon
NORDEUS	Erase	CASEC	3eme Chantal
MAXIS	Maxime	CASEC	3eme Tiburon

**ATELIER : ROLE DE LA FEMME DANS LA REDUCTION DE LA PAUVRETE****Participants : 20**

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>FONCTION</b>	<b>COMMUNE</b>
TITAT	Senat	organisation	
IMMACULA	Simon	organisation	
MILORD	Marie Mineta	organisation	
BERNADINE	Joseph	organisation	
RENIA	Laine	organisation	
LAVICTOIRE	Jean Fenel		
VANA	Mané	organisation	Aquin
ENITE	Luxius		
FORTUNE	Irlande		
ELISABETH	Joseph		
FLAVIEN	Marie Bernanie		
JEAN-LOUIS	Enel		TIBURON
DUCAME	Pierre		COTEAUX
LEWIS	Nickles		les anglais
ALBE	Georges		Tiburon
CLAUDE	Emmanuel		Saint-Louis
RENAUD	Félix		iles-a-vaches
PATRICK	Conde		CAYES

